

**CHU AMIENS PICARDIE, établissement support du
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD**

1 Rond-point du professeur Christian CABROL
80054 AMIENS

ACHETEUR

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL de MONTDIDIER - ROYE

25, Rue Armand de Vienne
80500 MONTDIDIER

☎ 03.22.78.70.00

MAITRE D'OUVRAGE

***Travaux d'amélioration de la sécurité incendie
et de remplacement partiel du SSI de la Résidence des
Cèdres (USLD)
- Relance du lot 3 –***

N° de l'affaire : 25TE0041

DOSSIER DE CONSULTATION D'ENTREPRISES

Marché à Procédure Adaptée

Cahier des **Clause**s** **T**echnique**s** **P**articuliè**re**s**

**LOT N° 3 : MENUISERIES INTERIEURES – FAUX-PLAFONDS
CLOISONS/CONDUITS – REVETEMENTS DE SOLS**

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYENS de l'OISE

2, rue des Finets – 60607 CLERMONT CEDEX

MAITRE d'ŒUVRE

Ingénieur en chef : P. SAGAN

☎
03.44.77.51.70

Architecte : T. ABARNOU				clermont.fr				✉ gcsmo@chi-			
PC/GM/GCSMO 2025				DCE / FEVRIER 2025							
Edition : Février 2025		Modifications									

1 - GENERALITES

1-1/ Contenu de l'offre :

L'offre de l'entreprise doit s'appliquer à l'exécution pour un prix forfaitaire de toutes les prestations nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux tel qu'il est défini dans les documents joints au dossier de consultation.

En cas de modifications demandées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre, les travaux en plus ou en moins seront chiffrés à l'aide des prix qui figurent dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) de l'entreprise.

Les propositions des entreprises soumissionnaires devront comprendre toutes les études, toutes les fournitures et tous les frais de mise en œuvre nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux définis ci-après de telle sorte que leur achèvement ne donne lieu, sauf demandes formulées, à aucun supplément.

L'entreprise a la possibilité, pendant la période de consultation, de poser des questions sur la plateforme dédiée à cet effet. Cela inclut notamment la possibilité de signaler toute erreur, omission ou contradiction dans le descriptif, les plans ou tout autre document constituant le dossier de consultation des entreprises.

Elle soumettra au maître d'ouvrage, avant exécution des travaux, toutes les notes de calcul et dimensionnement.

Les ouvrages seront en outre soumis aux essais et vérifications et devront faire l'objet de procès-verbaux transmis au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle avant début des travaux ainsi qu'au coordinateur du système du système de sécurité avant le début des travaux.

Prestations incluses dans le marché

Sans qu'il en soit besoin de le mentionner dans le devis descriptif, les prestations suivantes sont à la charge de l'entrepreneur qui devra en tenir compte pour l'établissement de son prix :

- fourniture, transport, amenée à pied d'œuvre, mise en œuvre, raccordements et réglages de tous les matériels, équipements et accessoires nécessaires à l'installation complète, finie et en ordre de marche normale,
- pour des raisons de sécurité évidentes, l'entreprise devra veiller à maintenir un accès de chantier parfaitement propre et suffisamment protégé de façon à éviter tous accès inopinés sur le chantier,

- enlèvement de tous les gravois, emballages divers à la fin des travaux, ainsi que le nettoyage des zones de travaux concernées,
- fourniture des plans généraux, plans de détails, en formats Autocad et PDF.
 - Les plans devront faire apparaître entre autres le n° d'identification des portes et le degré coupe-feu de celles-ci.
- études et calculs nécessaires à l'exécution des travaux,
- fourniture du personnel, matériel, matériaux et travaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des ouvrages tels que décrits et en particulier les manutentions, préparations, finitions et révisions,
- échafaudages et toutes sujétions dues à la hauteur,
- percements dans la maçonnerie, saignées, fourreaux, trous et raccords,
- rebouchage de toutes les réservations et percements,
- prise en compte de toutes les réservations,
- scellement des fixations,
- toutes les épreuves et matériels nécessaires à la réalisation de ces épreuves,
- tous les essais et opérations de contrôle relatifs aux matériaux, matériels et installations,
- coordination avec les autres entreprises du projet.

NOTA :

En cas de divergence entre le présent descriptif et les plans, c'est la spécification la plus contraignante qui sera retenue.

Les localisations ne sont données qu'à titre indicatif et non limitatif. Le C.C.T.P. et les plans sont complémentaires.

1-2/ Marques et types de référence :

La (ou les) marque(s) de référence est (sont) donnée(s) pour les appareils à titre indicatif, l'entrepreneur pouvant proposer un matériel équivalent tant en qualité qu'en performances. Un argumentaire devra être fourni au maître d'ouvrage par l'intermédiaire du maître d'œuvre. Il reste toutefois entendu que, dans le cas où le matériel proposé par l'entreprise était jugé par le Maître d'Oeuvre de qualité inférieure ou moins performant que celui donné en marque de référence, l'entrepreneur serait tenu de fournir le matériel défini par le C.C.T.P., et ce, sans pouvoir prétendre à aucun supplément de prix et aucun recours.

1-3/ Définition de la prestation :

La prestation comprend la fourniture, la pose, les réglages, la mise en service, les bouchements, les calfeutrements et les essais de toutes les portes coupe-feu et de tous les matériels et matériaux prévus pour l'opération.

1-4/ Documents à fournir par l'entrepreneur :

En cours de travaux :

Suivant un planning propre à chaque opération en un exemplaire

- Les plans de principe généraux.
- Les plans détaillés.
- La documentation technique complète sur le matériel proposé.
- La copie des certificats d'agrément, de classement vis-à-vis de la résistance au feu des matériaux ou équipements soumis à ces formalités.

Avant la réception des travaux :

L'entreprise doit fournir en un exemplaire informatique :

- les séries de tous les plans et schémas (en formats Autocad et PDF) des installations conformes aux installations exécutées,
- les séries de nomenclatures de tout le matériel installé (en format EXCEL) avec fiches techniques et indications de la provenance,
- les notices d'entretien des installations avec les schémas renseignés (en format PDF).

Rappel : Les plans devront faire apparaître entre autres le n° d'identification des portes et le degré coupe-feu de celles-ci.

Les certificats de résistance au feu pour les portes coupe-feu devront être en adéquation avec la numérotation de celles-ci.

1-5/ Responsabilités de l'entrepreneur :

L'acceptation par le maître d'ouvrage du projet présenté ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

Il appartient à ce dernier d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global qu'il indique soient calculés en tenant compte des dispositifs, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution et des impératifs du maître d'ouvrage, etc.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant soit de son propre fait ou de son personnel.

L'entrepreneur devra également :

- Des travaux conformes aux règles de l'art et aux cahiers des prescriptions imposées par les fournisseurs et fascicules en vigueur à la date du présent marché.
- Avoir pris connaissance du site et avoir recueilli tous renseignements utiles à la bonne exécution de ses travaux.
- Etre assuré en conséquence contre tous les désordres et incidents qui pourraient survenir du fait de son intervention.
- Le nettoyage permanent des voies et dessertes et des sorties du chantier donnant sur les voies pendant la période de son intervention.
- Se reporter au Cahier des Charges Générales pour tous les points non repris au présent descriptif.
- Etablir un plan de prévention

Il est rappelé l'obligation à l'entreprise de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui lui incombent.

1-6/ Accès du chantier :

Ceux-ci seront assurés et définis en accord avec le Maître d'Ouvrage.

L'entretien de ces accès en incombera à l'entreprise pendant la durée du chantier.

1-7/ Reconnaissance des lieux :

L'entrepreneur sera censé avoir pris connaissance de la situation du projet, des accès, de toutes sujétions d'environnement et de la réglementation de l'établissement.

1-8/ Conditions d'exécution :

Tous les travaux dus au présent lot devront être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions et conformément à toutes les règles de l'art.

Les prestations comprendront l'enlèvement et le transport jusqu'à la décharge publique de la totalité des produits des opérations de déposes, l'entrepreneur étant libre de récupérer tous matériaux qui lui sembleraient intéressants.

1-9/ Documents de référence :

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des documents qui régissent la construction faisant l'objet du présent marché en vigueur, notamment aux prescriptions de la liste non exhaustive des documents rappelés ci-après :

- Règles de l'art.
- Code de la construction et de l'habitat.

- Code du travail.
- Cahier des clauses techniques générales.
- Documents Techniques Unifiés.
- Normes Françaises Homologuées, Expérimentales.
- Lois, décrets, arrêtés, circulaires.
- Exemples de solutions.
- Règles de calculs, les Eurocodes.
- Règles professionnelles.
- Avis techniques.
- Procès-verbaux de résistance au feu des matériaux.
- Dispositions générales du règlement de sécurité dans les ERP.
- Dispositions particulières du règlement de sécurité **type U (4^{ème} catégorie)**.

Il est rappelé entre autres que les portes coupe-feu qui seront mises en place devront avoir un degré coupe-feu en adéquation avec les exigences réglementaires liées à un ERP de **type U (4^{ème} catégorie)**.

- Les recommandations des fournisseurs.
- Arrêté concernant l'accessibilité aux PMR.
- Les prescriptions imposées par les Services Locaux.
- Les recommandations du Ministère de la Santé.
- Les prescriptions imposées par la Direction Départementale des Territoires.
- Le règlement sanitaire départemental.

1-10/ Installation de chantier :

Voir C.C.A.P.

2 - DESCRIPTION des OUVRAGES

2-1/ MENUISERIES INTERIEURES :

2-1.1/ Documents de référence :

- DTU 36-1 travaux de menuiseries bois.
- Label du Centre Technique du bois concernant les portes.
- Fiches de classement CSTB concernant les blocs-portes pare-flamme ou coupe-feu.
- Les normes homologuées françaises éditées par l'AFNOR.

2-1.2/ Prescriptions techniques :

2-1.2.1/ Portes planes :

Les portes intérieures devront répondre aux essais prévus par le N.F.P. 23.301. Elles devront en outre bénéficier du label N.F. C.T.B.

2-1.2.2/ Quincaillerie :

Tous les éléments de quincaillerie devront avoir le label S.N.F.Q. et répondre aux dispositions des normes françaises dont elles relèvent et dont les principales sont rappelées dans les D.T.U.

Toutes les pièces susceptibles d'oxydation et non soumises à mouvement devront être protégées efficacement contre la corrosion.

Le choix, le mode de fixation et le nombre des quincailleries doivent permettre de satisfaire aux essais d'ouvrages, qu'ils soient ouvrants ou fixes.

2-1.2.3/ Portes coupe-feu – pare-flamme :

L'entrepreneur devra fournir au Maître d'Œuvre les procès-verbaux des portes en format informatique (PDF).

Il devra être mis en adéquation le PV et la numérotation des portes (par exemple à travers un fichier Excel).

2-1.2.4/ Contreplaqués :

Les contreplaqués utilisés devront satisfaire aux spécifications des normes dont ils font l'objet :

- NF B 54.150 : classification.
- NF B 54.160 : caractéristiques dimensionnelles.
- NF B 54.171 : classement d'aspect.

2-1.2.5/ Panneaux de particules :

Les panneaux de particules utilisés devront être conformes aux spécifications des normes françaises B 51.240 et B 54.110.

2-1.2.6/ Traitements et protections :

Sauf dispositions autres ci-après, les traitements et protections seront ceux imposés par le D.T.U.

Les produits insecticides et fongicides utilisés devront :

- soit avoir le label C.T.B.F.,
- soit être conformes aux normes NF.X-41.528 ou 41.529 ou 41.538 ou 41.539 ou 41.552,
- faire l'objet d'un autocontrôle,
- bénéficier d'un autocontrôle de la constance de la qualité de la fabrication par un organisme indépendant du fabricant.

2-1.3/ Etudes :

Les plans et détails seront soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre avant toute exécution.

2-1.4/ Blocs-portes :

a) Coupe-feu 1 heure – pare-flamme ½ heure :

- Huisserie ou bâti bois (voir plans).
- Porte isoplane à âme pleine à 1 ou 2 vantaux, simple ou double action, agréée label CSTB, 2 faces Isogil prépeintes, avec raidisseur incorporé.
- Joint coupe-feu.
- Ferrage, quincaillerie, serrure.
- Procès-verbal de résistance au feu à fournir.

b) Blocs-portes asservis (norme DAS) :

Les blocs-portes asservis (norme DAS) seront du type CROUZILLES ou équivalent :

- Huisserie en bois exotique.
- Vantail en fibre prépeinte et âme pleine 350 kg/m³.
- Télécommandé par rupture 48 Vcc.
- Conforme à la norme NF-S61-937.
- Pivots pour bloc-porte à double action.
- Ventouses murales, compris accessoires de fixation et supports.
- Ventouses au sol suivant les cas.

- Report de position de sécurité en limite de zone de compartimentage.
Voir plan zones.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plans.

2-1.5/ Signalétique :

Fourniture et pose de plaques signalétiques sur les portes CF en lettres blanches sur fond rouge avec la mention "porte coupe-feu – ne mettez pas d'obstacle à la fermeture".

Pour les portes de circulation, prévoir les 2 faces.

2-1.6/ Habillages :

Chants plats en sapin du pays en 8 x 40 mm avec coupe d'onglets et fixation par pointes tête d'homme.

LOCALISATION :

- ◇ A la périmétrie de toutes les menuiseries aux 2 faces (huisseries, bâtis bois ...).

2-1.7/ Calfeutrements – Scellements :

L'entreprise aura à sa charge l'ensemble des calfeutrements et scellements des équipements mis en place. Les matériaux utilisés seront les mêmes que ceux adjacents.

2-2/ FAUX-PLAFONDS :

Déposes partielles des faux-plafonds pour permettre la réalisation des travaux des autres corps d'état.

Cette prestation comprend :

- la dépose,
- le stockage,
- la repose,
- les coupes, ajustements, modifications, adaptations,
- remplacement des éléments endommagés.

LOCALISATION :

- ◇ Zones travaux EA / EF.

2-3/ REPRISE DU CONDUIT D'AIR FRAIS :

Reprise partielle du conduit d'air frais existant, comprenant la dépose de partie de conduit à reprendre, compris découpage avec soins entre les parties conservées et celles à remplacer.

Dépose et évacuation des parties de conduits à reprendre.

Reprise du conduit d'amenée d'air frais coupe-feu : remplacement des carreaux de plâtre endommagés par la fuite d'eau en toiture-terrasse corrigée depuis

Compris toutes sujétions de mise en œuvre notamment pour fixations de la trappe AF.

L'ensemble sera CF 1 heure. PV feu intérieur

Habillage des conduits par plaque type Stucal ; compris traitement des bandes type calicot.

LOCALISATION :

- ◇ Conduit d'air frais de la circulation 203 – ZC 2. 2 au 2^{ème} étage (détériorée par une fuite en terrasse corrigée depuis) – voir plan du 2^{ème} étage.

2-4/ CLOISONS A PAREMENTS PLATRE RENFORCEES :

Fourniture et pose de cloisons

- Réalisation de cloisons en carreaux de plâtre de 10 cm d'épaisseur
- Assemblage des carreaux à la colle spéciale
- Suggestions de pose à l'horizontale pour la partie supérieure.
- Mise en œuvre conforme au D.T.U.

LOCALISATION :

- ◇ Pour les VTP à créer aux 1^{er} et 2^{ème} étage (voir plans).
- ◇ Réalisation à l'intérieur des gaines techniques existantes

2-5/ REVETEMENTS DE SOLS :

2-5.1/ Réception des supports :

Avant de commencer ses travaux, l'entrepreneur du présent lot s'assurera de l'état des supports (planimètre, niveau, état des surfaces, etc.).

2-5.2/ Normes, règlements, recommandations et prescriptions :

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française en vigueur à la date du permis de construire. En particulier, les travaux seront conformes aux documents suivants rappelés ci-dessous sans exhaustivité.

- Code de la construction et de l'habitat.
- Code du travail.
- Documents techniques unifiés.
- Normes Françaises Homologuées, Expérimentales.
- Lois, décrets, arrêtés, circulaires.
- Exemples de solutions.
- Règles professionnelles.
- Avis techniques.
- Procès-verbaux de résistance au feu des matériaux.
- Dispositions générales du règlement de sécurité dans les ERP – **Type U**.
- Dispositions particulières du règlement de sécurité.
- Recommandations des fournisseurs.
- Arrêté concernant l'accessibilité aux PMR (choix des couleurs contrastes).
- Les classements UPEC des revêtements de sols seront conformes à l'e-cahier du CSTB n° 3509.
- DTU 53.2 : revêtements de sols collés.
- NFP 62 : sols plastique et moquette.
- Cahier CSTB n° 3469-V2 : cahier des prescriptions techniques d'exécution des enduits de préparation des sols intérieurs pour la pose des revêtements de sols.
- Dans le but d'améliorer la qualité de l'air de l'intérieur des bâtiments, les produits utilisés seront pourvus d'un étiquetage de classe A+ (niveau d'émission de COV 28 jours après l'application).

2-5.3/ Préparation des supports :

L'entrepreneur tiendra compte de la nature des supports concernés par les différentes reprises.

a) Primaire :

- Application d'un primaire sur la totalité du support du type acétate polyvinyle acrylique ou équivalent et compatible avec l'enduit de lissage.
- Enduit de lissage du type P3, 4,5 kg/m².

b) Ragréage :

- Le ragréage sera fibré ou non selon examen des sols. Prévoir des surépaisseurs pour rattrapage des creux.
- Avis techniques ou certification CSTB.

LOCALISATION :

- ◇ Au droit des zones de travaux.

2-5.4/ Reprises de sols souples :

L'entreprise devra l'ensemble des reprises des revêtements de sols souples des parties existantes au droit des travaux.

Les matériaux seront identiques à ceux existants, compris préparation des supports (voir article 2-4.3 du présent CCTP).

LOCALISATION :

- ◇ Prévoir reprises d'un mètre linéaire de part et d'autre de la zone travaux

2-5.5/ Réalisation de travaux en Sous-Section 4 (SS4) :

La pose des nouvelles installations devra se faire dans le cadre de la sous-section 4 du code du travail.

L'entreprise utilisera des poches de gel pour effectuer des percements afin de fixer ses rails sans émettre de fibres.

Dans tous les cas les préconisations du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé devront être observées.

A. Cadre réglementaire

L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur, à savoir :

- Articles R 4412-94 à R 4412-124 et R 4412-144 à R 4412-148 du code du travail,
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante,
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

B. Conditions d'exécution des travaux en SS4

Conformément aux dispositions du code du travail et notamment l'article R4412-108, l'entreprise mettra en œuvre des méthodes de travail afin de réduire au maximum le niveau d'empoussièrement et prendra les mesures nécessaires pour garantir l'absence de pollution des équipements, structures et surfaces du bâtiment et limiter l'émission de fibres d'amiante.

L'entreprise doit transmettre au préalable lors de la phase préparatoire son mode opératoire SS4 précisant :

- Le niveau d'empoussièrement envisagé en fonction du mode opératoire.
- Les équipements de protection collectifs et individuels envisagés.
- Les moyens en personnel et en matériel prévus.
- Les méthodes de décontamination des opérateurs et du matériel
- La gestion des déchets des matériaux contenant de l'amiante
- Le détail du programme de contrôles que l'entreprise effectuera pendant les travaux (point d'arrêt, autocontrôle, mesures d'empoussièrement, ...).

Dans le cas où le délai des travaux dépasse 5 jours, l'entreprise devra soumettre aux organismes de Prévention et à la DIRECCTE son mode opératoire pour avis, avec justification de ses qualifications et mesures d'empoussièrement. Le mode opératoire n'est pas soumis au délai d'un mois d'instruction, contrairement au plan de retrait.

Chaque entreprise doit pouvoir justifier avant le démarrage du chantier le niveau d'empoussièrement en zone de travail et le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) en transmettant le procès-verbal du laboratoire ayant mesuré l'empoussièrement sur un opérateur lors de la première mise en œuvre du processus (chantier test).

Dans le cas où l'entreprise ne dispose pas de chantier test, il est possible de se référer à des chantiers test réalisés sur des processus similaires (exemple : prendre pour référence le rapport 2019 AMIANTE SS4 FRANCILIEN). En suivant la méthodologie décrite, l'entreprise peut s'affranchir de la réalisation de chantier test.

Il reste cependant recommandé de réaliser un chantier test au démarrage du chantier pour s'assurer que les mesures sur opérateur respectent un empoussièrement < 5 F/L.

Les travaux doivent être réalisés conformément aux stipulations minimales suivantes :

- ✓ Opérateurs formés SS4.
- ✓ Marquer au préalable les zones à percer.
- ✓ Baliser et fermer la zone d'intervention pendant les travaux.
- ✓ Mettre en place des capsules de gel ou badigeonnage de gel au niveau de la zone à percer.
- ✓ Utiliser une perceuse avec une cloche étanche relié à un aspirateur THE.

✓ Percement à vitesse lente.

✓ À la fin du 1er perçage :

- retirer le foret de la cloche ;
- laisser tourner l'aspirateur 3 secondes pour éliminer les éventuelles fibres restées dans le conduit ;
- nettoyer le foret avec la lingette ;
- éliminer la lingette dans le sac transparent sous la 1ère poche ;
- aspirer le trou à l'aide de l'aspirateur (sans embout) avant d'essuyer le trou ;
- essuyer les contours du trou sur le mur avec une lingette à jeter dans le sac transparent ;

✓ Conditionner et évacuer les déchets à l'avancement et conformément à la réglementation ADR

(Agreement concerning the International carriage of Dangerous goods by Road)
de transport de produits dangereux.

LOCALISATION :

◇ Zones travaux EA / EF.